



L'organisation du parti : enjeux et défis pour un communisme de nouvelle génération

Bernard COIS 25/05/13

l'organisation  	
enjeux et contenus	
question initiale: quels sont les nouveaux défis qui se posent au parti (en terme d'organisation)	Groupe 1 (anim BCS) Groupe 2 (anim JMDA)
à partir de ces expressions, intervention "magistrale" par Bernard COIS inspiré par	extrait de la résolution du 36ème les statuts nous étions des moutons, nous sommes devenus des chats Patrick BESSAC l'étude viavoice la revue du projet: nouveaux adhérents
10 taches essentielles d'un comité exécutif local	réflexion individuelle boule de neige 2 puis 4 puis ensemble
débat, synthèse et mise en perspectives menée de Jean-Michel DE ALMEIDA	

1 Pas de projet émancipateur, sans œuvre collective et processus démocratique

Extrait de l'humanisfeste :

« 1 - Le nouveau parti pris communiste

Nous avons affronté le XXe siècle. Au nom du communisme se sont développés des grands espoirs et des combats essentiels mais se sont aussi construits des régimes d'oppression qui ont échoué à produire l'émancipation humaine que nous portons. Nous avons mené ici notre combat et provoqué des avancées sociales et démocratiques majeures ; nous avons cependant peiné à nous dégager de l'affrontement qui se jouait dans la guerre froide. Nous avons souffert de voir ainsi notre idéal s'abîmer, de voir les forces capitalistes avoir beau jeu de jeter sur lui le discrédit et de voir l'espoir en un monde meilleur tellement se rétrécir. Mais nous avons choisi de ne pas fermer les yeux et d'en tirer, parfois péniblement, toutes les leçons. Ce travail doit être poursuivi. A l'aube du XXIe siècle naissant, nous nous sentons aujourd'hui plus libres et plus forts pour nous tourner vers l'avenir. Nous savons qu'il ne peut y avoir de communisme sans démocratie, sans que le cœur en soit la démocratie. Pour être émancipateur, un projet politique ne peut être qu'une œuvre collective à laquelle chacune et chacun peut participer.

Nous voulons faire grandir le communisme de nouvelle génération dont le monde a besoin. Nous décidons d'engager un grand travail sur notre visée et notre projet afin de l'approfondir et de mieux le donner à voir.

Le parti communiste change, sans se renier. Il change parce qu'il cherche encore et toujours les meilleures voies pour cette révolution citoyenne. Il change parce qu'il est le bien commun des hommes, des femmes et des jeunes qui le rejoignent de plus en plus nombreux avec leurs révoltes, leurs colères, leurs espoirs, leurs idées, leurs désirs... Il change parce qu'il n'a de cesse que d'être en dialogue avec celles et ceux qu'il rencontre. Il change parce que l'état du monde fait grandir l'urgence et le besoin de changement. Il change et il doit encore changer. Nous portons en nous l'exigence d'une démocratisation toujours plus poussée de notre pratique et de notre organisation. Elle doit continuer de s'expérimenter dans la vie et de se partager au sein de notre Parti. Mais nous savons aussi que l'essentiel de nos transformations est liée à la construction de notre projet, à la façon dont nous saurons en faire un moteur qui nous entraînera où nous n'aurions peut-être pas imaginé aller.

2 - Un parti d'émancipation, d'action et de rassemblement

Militer est une dimension de nos vies. Militer, c'est chercher la rencontre, c'est être à l'écoute de l'autre, c'est refuser l'injustice et l'arbitraire, c'est faire grandir la solidarité au travail, c'est nouer des liens de fraternité dans la cité. Militer, c'est avoir toujours le cœur à portée de main, à portée d'humain.

Nous voulons être un parti différent, qui porte une autre conception de la politique que celle qui consiste à vouloir se réaliser personnellement dans la quête d'un destin politique personnel : celle de faire participer réellement le plus grand nombre au combat commun.

Nous voulons être toujours mieux un parti d'émancipation, où l'on trouve à grandir et à s'épanouir, où le sens de l'engagement de chacune et chacun se partage et s'enrichit de celui des autres. Par l'accès aux savoirs, à la culture, au débat démocratique, par les expériences militantes, nous voulons en faire un outil pour que chacune et chacun puisse se construire comme femme ou comme homme, comme militante ou militant, comme citoyenne ou citoyen. Ainsi, le Parti communiste pourra être un intellectuel collectif, un collectif d'intelligences et d'expériences capable de mobiliser le monde du travail, du savoir, de la création, pour nourrir la reconquête idéologique et culturelle. La nécessité de la conceptualisation et théorisation ne s'est jamais faite autant sentir que dans un monde où chacune, chacun, est confronté en permanence au bruit et à la fureur, ainsi qu'à de profondes mutations. C'est dans cette envie de savoir, de recherche, d'éducation populaire, seule capable d'élever notre niveau de compréhension de ce qui est à l'œuvre dans la société, que

nous devons mieux ressourcer notre Parti. La formation des communistes est une exigence et un objectif majeur auxquels nous voulons répondre mieux encore à l'avenir.

Le champ de notre intervention ne se limite pas aux échéances électorales. Nous sommes un parti d'action, qui cherche en permanence à faire vivre le débat et à gagner de vraies réponses aux besoins. Les pratiques clientélistes qui se développent, dont l'objet est d'asservir des hommes et des femmes par un jeu de pouvoir et de promesses sont un poison pour la politique. A chaque fois qu'un être humain est dans le besoin, quel que soit son option politique, notre devoir est d'agir avec lui sans attendre de retour pour répondre à l'urgence comme au problème de fond que sa situation soulève. Notre projet est à usage immédiat : nous voulons être le parti d'un peuple qui se bat. Notre parti a vocation à s'exprimer dans la société à gorge déployée, à mettre en scène son projet, à faire grandir ses valeurs. Pour cela, il doit être un espace culturel et de création où se croisent la politique, le débat d'idées et les pratiques artistiques.

Son existence et son apport original sont des atouts pour tous ceux et celles qui cherchent à se rassembler pour changer les choses. En effet, chaque fois que nécessaire, nous voulons participer aux rassemblements les plus efficaces pour gagner des avancées. Le Front de gauche en est l'une des dimensions majeures. C'est ce qu'ont compris celles et ceux qui nous rejoignent chaque jour.

3 - Une ambition démocratique de tous les instants

Notre organisation est au service de ces choix. Ainsi, au cœur de notre fonctionnement, nous plaçons la délibération collective. C'est dans ce cadre, en rupture avec toute idée de hiérarchie, que s'exercent les responsabilités.

Au sein de nos instances, nous voulons progresser encore pour faire vivre la parité, la mixité, le renouvellement, et la diversité qui sont essentiels pour la démocratie.

Ensuite, nous voulons créer les meilleures conditions d'une mise en mouvement des militantes et des militants dans leurs lieux de vie, de travail et d'engagement. Dans une société où l'on nous présente tous les choix comme des évidences techniques, nous voulons qu'ils puissent partout être porteurs de réflexion politique et de dynamiques citoyennes. Nous voulons qu'ils puissent partout faire naître cette solidarité et cette confiance qui permettent de pousser toutes les portes, mêmes celles que l'on croyait fermées. Nous voulons qu'ils puissent partout agir au nom du Parti communiste, en libérant l'initiative, la spontanéité et l'intervention militante.

Enfin, cela suppose de vivre un parti ouvert, tourné vers le monde en permanence et recherchant à se mettre en dialogue avec la société. Nous devons ainsi poursuivre les efforts entrepris pour mieux communiquer notre projet, nos propositions, nos initiatives, nos espoirs. Mais nous devons également développer et ouvrir nos réseaux et nos échanges à tous ceux et celles qui veulent travailler avec nous, à tous ceux et celles dont la réflexion nous intéresse.

4 - Un parti populaire, pleinement déployé dans la société

Pour s'adresser au peuple de notre pays, les partis dominants ont découpé la population en couches, catégories et communautés. En s'adressant à elles, il s'agit pour eux de les faire exister dans les représentations mentales, de les opposer entre elles plus ou moins artificiellement, puis d'opérer des choix et des alliances. Ce n'est pas notre conception des choses.

Nous voulons parler à toutes et tous, en faisant émerger l'intérêt général, le bien commun, et la promotion des valeurs essentielles pour la dignité humaine. Mais pour cela, nous sommes conscients qu'il faut pouvoir s'adresser à chacune et chacun dans sa vie, sans réduire personne au statut social dans lequel la société le maintient enfermé.

Le rejet de la politique s'exprime massivement parmi celles et ceux qui subissent le plus les effets du système capitaliste et de sa crise. Et les pièges politiques se referment sur les hommes et les femmes qui sont hantés par la peur de perdre ce qu'ils ont durement gagné.

Nous devons donc reconquérir la mobilisation des habitantes et des habitants des quartiers populaires, où les conditions de vie sont particulièrement dures, pour changer avec eux leur quotidien. Pour beaucoup, ils se sentent discriminés, abandonnés, relégués en dehors. Souvent, les lieux d'échanges, de rencontre, d'action sont justement ce qui fait défaut au vivre ensemble. C'est

avec elles et avec eux que nous devons construire la politique dont ils ont besoin, en commençant notre chemin au plus près des besoins immédiats. C'est d'elles, c'est d'eux, que viendra le changement. C'est par elles, c'est par eux, que nous serons nous-mêmes révolutionnés. Nous devons mieux entendre celles et ceux qui vivent et travaillent dans les territoires ruraux, touchés par d'importantes dégradations des conditions de vie et une destruction progressive des services publics. Échanger et agir avec celles et ceux qui vivent dans ces zones isolées est un enjeu majeur pour construire des territoires dynamiques et solidaires. Nous devons également fournir un effort singulier en direction des jeunes générations, fortement marquées par les prémices d'un nouveau monde à naître, mais que l'on a essayé d'élever plus que jamais dans l'esprit de compétition et le culte du mérite. Nous devons nous adresser plus et mieux à celles et ceux qui produisent au quotidien les richesses. S'organiser pour l'action politique dans les entreprises, les grands groupes, les branches, les services publics, là où l'affrontement avec les forces du capital est le plus direct, est indispensable. Le travail, qui tend à occuper une place de plus en plus grande et de plus en plus pesante dans les vies, pour celles et ceux qui n'en sont pas privés, semble pourtant de plus en plus déconnecté du reste des existences et des enjeux politiques. C'est l'une des prouesses de la pensée dominante. Nous voulons en faire un sujet politique majeur. Nous voulons produire un effort en direction de tous ceux et toutes celles dont les peurs et les souffrances sont instrumentalisées contre leurs propres intérêts. Partout, nous voulons approfondir notre lien avec les femmes et les hommes, et faire de notre parti un parti qui rassemble largement les hommes et les femmes épris de justice, de paix et de liberté.¹ »

2 La société qui change et l'individu qui vient...

Oui, le monde a profondément changé depuis que notre Parti s'est créé. Oui Patrick BESSAC a raison de dire : *« Nous étions moutons ; nous sommes devenus chats... À la terrasse ensoleillée d'un café montreuillois, mon partenaire de discussion philosophique estivale osa cette image... Nous étions moutons ; nous sommes devenus chats... Et qu'il est difficile de constituer un troupeau de chats ! »*

Il n'y a pas si longtemps l'appartenance à des grandes familles de pratiques étaient recherchées. Les sportifs défilaient en société, les enfants en culottes uniformes, les troupes de musiciens les précédaient... Tout le monde marchait au pas, derrière les chars fleuris de l'entreprise, du club, du quartier, de la ville, etc... Pour moi, cette période est celle de la fourmi. L'organisation du Parti était en phase avec cette manière d'être au monde.

La période de la cigale ou pourquoi pas du chat ?... C'est celle d'une société profondément fragmentée, éclatée, travaillée par le capitalisme pulsionnel. Chaque individu se « trouve réduit à ses pulsions par la culture de marché qui s'évertue à placer en face de chaque appétence mise à nue et violemment excitée, un produit manufacturé, un service marchand ou un fantasme plus ou moins adéquat bricolé par les industries culturelles² » En fait la société n'est pas fondée par l'individualisme mais bien par l'égoïsme de masse.

Sauf que le capitalisme en façonnant ces manières d'être au monde ouvre de nouvelles perceptives pour les individus et pour la liberté. Et l'on voit parallèlement de nombreuses personnes s'engager dans des alternatives, des projets coopératifs, des ruptures du quotidien qui peuvent préparer le monde de demain.

Sauf que l'idéologie (dominante) n'empêche pas que se maintiennent les valeurs du collectif et de la solidarité, du partage des idées et du combat contre les injustices et l'autoritarisme.

Tout cela coexistent de façon contradictoire : plus personne ne veut être un petit soldat mais chacun

¹ Extrait de l'humanifeste Texte du 36ème congrès du PCF

² Dany-Robert DUFOUR, L'individu qui vient

perçoit la nécessité de l'action collective³. Ces changements ont profondément interrogé notre organisation et la manière de l'animer. Nos statuts intègrent largement ces enjeux.

3 L'organisation du parti ou la volonté de libérer la capacité d'initiative communiste dans un cadre démocratique et collectif

Extrait des statuts :

CHAPITRE I – L'ACTIVITÉ DES COMMUNISTES

1. Agir avec toutes et tous

Dans les villes, les quartiers et les villages, les entreprises et tous les lieux de travail, sur tous les enjeux politiques intéressant la vie sociale, les communistes s'organisent pour agir avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent afin de promouvoir des transformations de l'ordre existant concrétisant la visée communiste. Ils prennent pour cela toutes les initiatives utiles et créent toutes les formes de structures qui peuvent contribuer à leur réussite en favorisant la réflexion et l'action collectives.

1.1. Une responsabilité collective

Sur tout le territoire national, il est de la responsabilité collective des communistes d'ouvrir à chaque adhérent-e comme à toutes celles et tous ceux qui veulent agir avec elles et eux la possibilité de s'investir dans l'activité politique de leur choix.

1.2. Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes.

L'adhérent-e ou le collectif, l'instance qui prend une initiative doit en informer les instances du Parti concernées afin qu'il puisse en être débattu dans l'activité d'ensemble, que soient proposées les aides, coordinations, mises en relation, en synergie ou en réseau opportunes.

1.3. Une entière liberté de choix

Toute initiative du Parti est ouverte à toutes celles et tous ceux qui veulent y participer, qu'elles ou ils soient ou non adhérent-e-s du Parti. Chaque adhérent-e est informé-e des initiatives nationales, départementales et locales du parti, et invité-e à y militer. Il-elle choisit librement de participer ou non à un ou plusieurs des lieux et formes d'activités.

1.4 Une implantation de proximité dans la diversité des objets et des formes

Le développement d'une activité tous terrains nécessite une implantation de proximité au plus près des milieux de vie et de travail où se tissent les solidarités concrètes et des luttes avec notamment des cellules dans les quartiers, les villages, les lieux de travail ; et des sections ouvertes sur la société et faisant preuve d'initiatives. C'est un besoin pour organiser l'activité communiste sur tout le territoire national

Cette proximité permet, à partir de centres d'intérêt et d'objectifs communs, une participation active à la réflexion, à l'action et à la prise de responsabilités partagée entre membres du PCF et non membres.

Les communistes considèrent les lieux de travail, comme des lieux essentiels de pouvoir économique, social et politique. Aussi ils en font un lieu privilégié d'organisation des communistes avec les salarié-e-s.

³ Voir la référence à Wikipédia et 350 millions de collaborateurs bénévoles (cité par Francette Lazard dans un texte accessible sur PCF.fr dans la rubrique Formation/écrits/communisme)

Toute activité de proximité prend la forme que décident librement celles et ceux qui en prennent l'initiative. Elle peut être accompagnée de la création de cellule, d'un comité, collectif, groupe de travail, réseau, collectif de coordination... destiné à favoriser sa réussite et à en assurer la maîtrise démocratique par ses participant-e-s. A côté de nécessaires formes d'activité permanente, d'autres peuvent s'instaurer pour la durée d'une initiative.

Le développement de cette activité de proximité, notamment des cellules et sur les lieux de travail, est de la responsabilité de toutes les instances.

En coordination avec les instances du Parti, ces cellules, ces comités, collectifs, groupes de travail, réseaux, collectifs de coordination... décident de leur mode de fonctionnement, de leur financement et de leurs initiatives. Ils nourrissent le travail d'élaboration et d'initiative des instances du Parti.

... / ...

1.6. Les partenariats

La crise profonde du système de représentation politique nécessite la construction de pratiques politiques nouvelles faisant appel à l'intervention directe des citoyens, à la coélaboration, aux partenariats. Dans cette perspective, les communistes créent ou participent à la création, sous toutes les formes appropriées, de relations de partenariat avec toutes les organisations progressistes : politiques, syndicales, associatives et les citoyens intéressés, dans le respect de l'identité, des objectifs spécifiques et de l'indépendance de chacun.

Ces espaces participatifs contribuent à impulser une dynamique politique de transformation sociale.

1.6a. Convergences d'activités aux niveaux européen et international

Solidaires de toutes les forces qui se mobilisent sur la planète pour émanciper la mondialisation de l'hégémonie financière, pour un monde de justice, de co-développement et de paix, les communistes travaillent à la construction de convergences, d'espaces d'activités et de formes politiques inédites, à l'échelle de l'Europe comme au plan international.

1.6b. Le Parti de la gauche européenne s'est créé en mai 2004 pour «... développer une alternative au capitalisme et aux groupes financiers hégémoniques qui tentent d'imposer à l'échelle planétaire leurs politiques néolibérales dans la vie quotidienne des peuples par de soi-disant élites politiques et économiques...» Le Parti communiste français y a adhéré en 2004. Comme l'indique l'article 1 de ses statuts, le PGE est une association flexible et décentralisée de partis et organisations politiques de gauche européens, indépendants et souverains qui travaillent sur la base du consensus.

Sur proposition du Conseil national, les adhérent-e-s ont décidé d'y adhérer par un vote à bulletin secret. Le cas échéant, la décision de s'en retirer serait prise de la même façon.

... / ...

2. Impulsion, coordination, soutien

2.1. La responsabilité des instances du Parti

Les instances du Parti ont, à tous les niveaux, la responsabilité de promouvoir la capacité d'intervention politique de chaque communiste, notamment par la circulation de l'information. Il leur revient de communiquer l'ensemble des éléments préparatoires à la discussion et à la réflexion des adhérent-e-s de permettre leur consultation sur des questions politiques essentielles. A cette fin, elles impulsent, coordonnent, soutiennent, sur l'ensemble de leur territoire, l'activité des communistes et contribuent au développement et au renforcement de l'organisation du Parti. Elles prennent pour cela toutes les initiatives nécessaires, organisent les rencontres et les mises en relation susceptibles de dynamiser le développement de chaque type d'activité et y consacrent une part importante de leurs moyens financiers.

En cas de mutation d'adhérent-e, chaque instance concernée doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour accélérer leur intégration.

Elles attachent une importance particulière à l'offre diversifiée de formation en direction de chacune, notamment des nouveaux adhérents, favorisant ainsi la participation et l'apport de toutes et tous au débat et à l'activité.

Au niveau national, des collectifs de travail ont, chacun dans leur domaine, sous la responsabilité du

Conseil national, la tâche de favoriser le développement national, européen et mondial, de l'activité et de l'intervention communistes, de susciter la mise en réseau des individus et des structures, d'en faciliter le fonctionnement et de les associer à leur travail.

Entre deux congrès se tiennent une ou plusieurs assemblées nationales des animateur-trice-s de section. Ces assemblées sont un rendez-vous permettant de faire un bilan d'étape sur la mise en œuvre de nos orientations, un lieu d'échanges sur les expériences en cours et l'occasion de définir des initiatives fortes pour l'année à venir.

Chaque année, les instances du Parti débattent, dans le cadre de l'établissement de leur budget, des moyens matériels et financiers à mettre à la disposition des différentes formes d'activité de leur 8 ressort. A cette occasion, les responsables des différentes activités concernées sont invités à participer au débat et à exprimer leurs objectifs et leurs besoins.

Elles rendent compte régulièrement de leur activité.

2.2. Le niveau régional

L'activité communiste prend en compte la dimension croissante des enjeux régionaux. Un comité régional est élu, après chaque élection générale des conseils départementaux, par une conférence régionale constituée de délégué-e-s élu-e-s par ces conseils sur la base, décidée en commun, d'une représentation forfaitaire par fédération, complétée d'un nombre de délégué-e-s proportionnel au nombre d'adhérent-e-s de chaque fédération selon la règle de l'article 4. Elle élit au sein du comité régional son ou sa secrétaire et un exécutif qui ont la responsabilité d'assurer l'impulsion et la coordination de l'activité communiste sur les questions régionales. Le comité régional assure dans chaque région, en liaison avec les conseils départementaux, les élus régionaux communistes, l'organisation de toutes les coopérations nécessaires entre les fédérations concernées. Il a notamment pour responsabilité de travailler aux réponses communistes aux enjeux régionaux, à l'élaboration du programme électoral régional et de proposer aux fédérations les initiatives politiques concernant la région, ou des coopérations avec d'autres régions. Il peut consulter les personnalités ou les acteurs et actrices compétent-e-s sur les questions en débat.

Les fédérations décident entre elles des modalités de financement de l'activité régionale.

CHAPITRE II – LES DROITS DES ADHÉRENTS ET DES ADHÉRENTES

3. L'adhérent – l'adhérente

Toute personne qui en exprime la volonté peut être adhérent-e du Parti communiste français.

L'édition d'une carte d'adhérent à son nom lui en donne la qualité et lui ouvre les droits des présents statuts, qui lui sont adressés avec la carte d'adhérent-e dans les 3 mois suivant l'édition de celle-ci.

Chaque adhérent-e s'engage à payer sa cotisation et agit dans le respect des autres et des statuts.

Les droits attachés à la qualité d'adhérent-e sont :

- être membre de droit de l'assemblée générale de sa section ;
- **choisir les réseaux, collectifs auxquels il ou elle souhaite participer, réfléchir et agir** ;
- participer, dans leur diversité, aux débats d'orientation de leur Parti. Pour cela, il-elle doit être tenu-e au courant des dates, lieux et ordre du jour des assemblées générales et recevoir une véritable information des instances du Parti et l'accès à l'ensemble des documents disponibles. Il-elle peut faire connaître aux instances du Parti, ses analyses, opinions et propositions, individuelles et collectives. Il-Elle doit être informé-e des suites qui leur seront données ;
- un droit à la formation, notamment pour les nouveaux adhérent-e-s, correspondant à ses attentes, aux besoins et/ou à ses objectifs d'engagement militant.

Les instances du Parti doivent créer les conditions du respect de ces droits et permettre leur exercice.

Les adhérents-es du PCF vivant à l'étranger exercent leur souveraineté dans la section de leur choix, ou dans une section administrée par le Conseil national. Sous la responsabilité du Conseil national, un réseau est mis en place pour animer leur activité.

4. La souveraineté La souveraineté appartient aux adhérent-e-s. Ils et elles l'exercent et l'organisent

tant personnellement que collectivement dans toutes leurs activités de communiste, dans leur section, ou éventuellement leur cellule, dans leur lieu de résidence ou de travail, par leurs élus aux conseils départementaux et au Conseil national ainsi que sous toutes les formes et dans tous les lieux décidés en commun. L'exercice du droit de vote est ouvert par le paiement de la cotisation. C'est l'Association départementale de financement (ADF) qui fait foi du paiement des cotisations. La base de calcul de toute représentation repose sur le nombre d'adhérent-e-s, à jour de leur cotisation.

.../...

4.2. Les décisions A chaque niveau de responsabilité, seules les décisions prises à la majorité, dans le cadre des orientations nationales du PCF, engagent le Parti. Les instances élues créent les conditions de leur mise en œuvre et de leur respect, tant dans l'espace public, dans les relations avec les partenaires et autres organisations, qu'auprès des communistes.

En cas de désaccord, tout-e adhérent-e- garde le droit de défendre et d'exprimer son point de vue.

5. Les structures locales et départementales 5.1. La section rassemble les adhérent-e-s d'une ou plusieurs communes, d'une même zone d'activité, d'une même entreprise. Sur un même territoire, une même zone d'activité, une même entreprise, il ne peut y avoir qu'une seule section dont la création est décidée par tous les adhérent-e-s concerné-e-s.

Les adhérent-e-s de plusieurs communes peuvent se regrouper en une seule section, si cela est nécessaire à une vie politique riche, démocratique, efficace. Cependant, celles et ceux de chaque commune peuvent délibérer séparément quand les décisions à prendre ne concernent que leur commune.

Dans les sections où le nombre important de communistes ou bien l'étendue trop grande du territoire fait obstacle à des réunions générales, les adhérent-e-s peuvent décider de se réunir en cellule ou sous des formes décentralisées.

Les cellules rassemblent les adhérent-e-s d'un lieu de travail ou d'un territoire quand leur nombre permet le développement de leur activité à ce niveau de proximité.

Lorsqu'une grande entreprise ou une zone d'activité rassemble, sur le territoire d'une ou plusieurs communes, un nombre important d'adhérent-e-s, ils peuvent se constituer en cellule ou en section. Si l'activité de l'entreprise ou de la zone concerne plusieurs départements, ils peuvent créer un collectif de coordination ou une section rattachée à une des fédérations, d'un commun accord entre les communistes et les fédérations.

5.2. La fédération rassemble les adhérent-e-s d'un même département. Elles et ils exercent leur souveraineté par leurs délégué-e-s au congrès départemental, leurs élu-e-s au conseil départemental, et sous toutes les formes décidées par le conseil départemental.

6. L'Amicale des vétérans et de la mémoire militante Les plus ancien-ne-s membres du Parti représentent une grande part de sa mémoire, constituée d'un exceptionnel patrimoine de combats historiques et d'expérience politique. L'Amicale des vétérans et de la mémoire militante les rassemble et anime leurs débats. Elle fixe elle-même ses règles de vie et de fonctionnement sous la responsabilité des instances nationales du Parti.

7. Les instances du Parti Toutes les instances élues du Parti sont constituées à parité hommes/femmes. Elles doivent être représentatives de la diversité du Parti, de la société. L'efficacité de ces instances repose sur la volonté de travailler ensemble dans la diversité des approches, des sensibilités. Dans toutes les instances du Parti, la rotation et la limitation du cumul des responsabilités sont organisées. En règle générale, l'exercice d'une même fonction exécutive est limité à 9 ans.

7.1. Les instances de souveraineté du Parti sont • **L'assemblée générale de la section qui dispose des pouvoirs d'initiative et de représentation à son niveau.** Elle est composée de la totalité des adhérent-e-s de la section. Elle organise et développe l'exercice de la souveraineté de tous les adhérent-e-s de la section. L'exercice de cette souveraineté se fait en concertation étroite avec les cellules locales ou

d'entreprise. Ce sont des lieux pertinents où les communistes se retrouvent pour analyser, proposer, décider et organiser l'activité. L'assemblée générale de la section élit son comité exécutif avec son ou sa secrétaire. • Le conseil départemental qui prend toutes décisions intéressant l'ensemble du département et, en relation avec les assemblées générales de section concernées, toutes celles intéressant une fraction du département. • Le Conseil national, représentatif de tous les communistes, qui est l'organe souverain du Parti entre deux congrès.

7.2. Le Conseil national peut réunir une conférence nationale composée des membres du Conseil national, de délégations élues par les conseils départementaux, de délégations élues par les groupes communistes à l'Assemblée nationale, au Sénat, au Parlement européen.

7.3. Chaque instance décide elle-même de son fonctionnement, de ses ordres du jour, de l'organisation de son travail et de la périodicité de ses réunions qui sont au moins bimestrielles. Elle élit son trésorier ou sa trésorière. Chaque instance locale ou départementale assume la totale responsabilité de ses propres décisions de gestion, tant pour les engagements financiers qu'en matière de ressources humaines et de respect de la réglementation. Elle est, en toute situation, représentée par son-sa secrétaire local-e ou départemental-e

Chaque instance du Parti élit un exécutif. Elle contrôle son activité : l'assemblée générale de la section pour le comité exécutif local, le conseil départemental pour le comité exécutif départemental, le Conseil national pour le comité exécutif national.

Chaque instance peut former en son sein des commissions et des collectifs de travail chargés de préparer ses débats et décisions. Elle leur confie le soin de lui proposer toutes décisions sur des sujets particuliers.

Sur la base des décisions du congrès national, chacune des instances adopte les orientations essentielles pour le niveau relevant de sa responsabilité, notamment en discutant et en intégrant les travaux des commissions et collectifs de travail. Elle procède aux choix politiques, les décisions sont prises à la majorité et elles sont garantes du respect de ces décisions dans leur mise en œuvre.

7.4. Le-la président-e du Conseil national II ou elle est élu-e par le Conseil national.

Le ou la président-e du Conseil national coordonne la préparation et l'organisation de ses sessions. Il ou elle s'assure des conditions dans lesquelles sont associé-e-s à la préparation de ses travaux tous et toutes les communistes, ainsi que les groupes de travail, les commissions et les réseaux dont l'activité est liée à l'ordre du jour. Il ou elle a la responsabilité de l'organisation démocratique des débats. Il ou elle en organise le compte-rendu.

Il ou elle assure le lien entre les membres du Conseil national et le comité exécutif national.

7.5. Un comité exécutif départemental, un comité exécutif national sont élus par l'instance concernée sur proposition de la ou du secrétaire. Afin d'élaborer collectivement ces propositions, le ou la secrétaire s'entoure d'une commission représentative du conseil départemental ou national, élue par ces instances.

7.6. Les comités exécutifs sont chargés de la mise en œuvre, à leur niveau, des orientations et des décisions prises à la majorité. Pour cela, ils prennent toutes les initiatives nécessaires. Ils impulsent et coordonnent l'activité des collectifs de travail mis en place et tirent richesse de la diversité de leurs membres. La mise en commun des apports les plus divers concourt à faire grandir l'ensemble de l'organisation politique, le Parti communiste français. Les comités exécutifs rendent compte des actions entreprises devant l'instance concernée : assemblée générale de la section, conseil départemental, Conseil national.

7.7. Le-la secrétaire local-e, le-la secrétaire départemental-e, le-la secrétaire national-e, est responsable de la mise en œuvre des décisions prises par l'instance concernée, respectivement l'assemblée générale de section, le conseil départemental, le Conseil national. A ce titre, il ou elle anime et coordonne l'activité de l'exécutif local, départemental ou national. Pour ce faire, il-elle peut s'entourer d'une coordination dont les membres sont issus de l'exécutif. Chacune, chacun, à son niveau, représente le Parti et agit en son nom dans tous les domaines de la vie publique. Il ou elle doit être le garant des accords politiques signés par le Parti. Il ou elle fait connaître la réflexion et

les initiatives du Parti et les décisions et orientations prises majoritairement par le Conseil national ou la majorité des adhérents, et impulse le développement de son activité et de sa vie démocratique. Il ou elle veille au respect des statuts.

.../...

CHAPITRE IV – LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET LEUR GESTION

13. Le financement de l'activité des communistes, les ressources financières du Parti proviennent des cotisations des adhérent-e-s, des souscriptions, des versements des élu-e-s communistes, des initiatives financières prises par les organisations du Parti et de l'aide publique. Elles sont perçues, ainsi que les dons, par les associations départementales et nationale de financement ; les versements des élus nationaux et européens par l'association nationale, les autres par les associations départementales.

Les assemblées générales et les instances départementales et nationales utilisent leurs moyens financiers pour promouvoir au maximum l'activité de proximité des adhérentes et des adhérents, pour développer leur information et favoriser l'exercice de leur souveraineté.

Chaque année, et quand cela s'avère nécessaire, les communistes discutent et décident des moyens qu'ils et elles se donnent, de leur utilisation. Ils et elles établissent leur budget annuel et sont responsables de sa réalisation.

4 Les nouveaux adhérents et le renforcement du parti, pour ouvrir le champs des possibles

Nous étions à 710 000 adhérents en 1981 et depuis nos effectifs ont baissé chaque année jusqu'en 2004. Ainsi, l'année 2005 est la première période de progrès de nos effectifs depuis 1981. Bien sûr le contexte politique de 2005 qu'est la victoire du non au référendum n'est pas pour rien dans ce mieux. Nous enregistrons à l'époque 8000 nouvelles adhésions dont la moitié de moins de 30 ans.

Cependant une grande partie des adhérents de l'époque nous a déjà quitté. En cause un manque de centration sur les nouveaux adhérents et une gestion calamiteuse du fichier des adhérents. D'où la mise en place d'une base de donnée COCIEL et la remise des cartes qui s'effectue en ce moment. Y contribuer notamment en complétant et saisissant l'information est un enjeu politique de première ordre.

En 2012 sur les plus de 7000 adhésions réalisées :

- 62 % sont des hommes et 38 % des femmes.
- 37 % ont moins de 30 ans, 20% ont entre 31 ans et 40 ans, donc 57 % ont moins de 40ans ; 20% entre 40 et 50 ans : donc 77% de ces nouveaux adhérent-e-s ont moins de 50 ans.
- Ce qui nous montre cependant que 23% ont donc plus de 50 ans.

Nous avons donc là un nouveau parti communiste qui se met en place sous nos yeux.

Mais une fois les adhésions réalisées rien n'est gagné. nous avons une vraie difficulté pour que ces nouveaux adhérents, trouvent le cadre collectif propice à leur épanouissement militant.

La question de l'accueil de nos nouveaux adhérents nous posent de nombreuses questions :

- Comment prendre en compte ces jeunes parents, parfois seuls, dans un militantisme qui nous demande de faire une double journée ?
- Comment répondre au défi de la participation à la vie politique quand la précarité croissante interroge la participation de tous à la vie publique ?

- Comment répondre aux besoins d'initiative individuelle, aux besoins de collectifs et aux besoins de singularité...

Or nous ne pouvons pas nous contenter de demander aux nouveaux adhérents leurs disponibilités sans répondre à leur besoin.

Les pistes de travail pourrait être :

- rencontrer rapidement les nouveaux adhérents,
- favoriser leur expression
- organiser l'écoute, le dialogue
- mettre en place les réponses adéquates
- engager des actions de formation et de contacts avec la presse du parti

Ces actions pouvant être portées en terme d'animation par la mise en place dans chaque section d'un responsable aux nouveaux adhérents.

Au delà de ces actions la question de l'adhésion n'est pas suffisamment posée : par nos militants, par nos tracts, par l'ensemble de nos supports.

Pourtant, le sondage mené par l'institut Via VOICE montre clairement que nous avons des points d'appui à cultiver et à valoriser :

Diapo 2 : Échantillon de 1103 personnes, représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Représentativité par la méthode des quotas. Interviews réalisées par téléphone du 22 au 30 juin 2012.

Diapo 5 : 18% des personnes interrogées voteraient certainement (6%) ou probablement (12%) pour un candidat présenté ou soutenu par le parti communiste.

Diapo 7 : parmi ces 18% il y en a 2 sur 3 environ qui portent et partagent les valeurs du Parti

5 Conclusion

Le Parti Communiste a adapté son projet, ses statuts, ses instances aux enjeux politiques, idéologiques et sociétaux. Il y a encore un décalage entre ce champ des possibles ainsi ouvert et la manière dont est investie l'organisation.

Chaque communiste peut prendre l'initiative de traduire et d'approfondir ce projet.